

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO
Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie

(Domaine : Science de la société)

Département Economie

(Mention : Economie)

Mémoire de groupe fin d'étude pour l'obtention du diplôme de
Licence en sciences économiques

Option : Economie Générale

TITRE : L'INDUSTRIE EXTRACTIVE A MADAGASCAR

Par:	N°
Mr RATSIRONKAVANA Lucka Cedric.	203
Mr RAVELOMANANTSOA Siméon Juvence	204
Mr RAVOSON Fanaperana Francky	205
Mr RAZAFIMAHATRATRA Fenosoa Willy	206
Mr RAZAFIMANDIMBY Toky Nirina	207

Encadreur: Madame RANDRIAMANAMPISOA Holimalala (docteur en science économique)

Promotion TSIRESY

Date de soutenance : 18 janvier 2017

Date de dépôt : 20 janvier 2017

AU : 2015/2016

REMERCIEMENTS

Tout d'abord, nous adressons nos remerciements les plus profonds à tous ceux et celles, de près ou de loin nous ont soutenu. Vous avez contribué à l'élaboration de ce mémoire de fin d'étude en vue d'obtention de Diplôme de licence ès-sciences économiques, en particulier :

- Monsieur le Doyen de la Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie : RAKOTO DAVID Olivaniaina. Nous lui témoignons toute notre sincère gratitude ;
- Monsieur RAMAROMANANA ANDRIAMAHEFAZAFY Fanomezantsoa, Maître de conférences, responsable de la mention Economie au sein de la Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie ;
- Madame RANDRIAMANAMPISOA Holimalala, Docteur en science Economique notre encadreur, pour la grande liberté qu'elle nous a laissé tout au long de ce mémoire, tout en restant très exigeant, nous lui remercions pour sa grande disponibilité, sa confiance et ses encouragements ;
- Tous les professeurs permanents et vacataires et le personnel administratif du Département Economie, qui ont énormément contribué à notre formation. Qu'ils trouvent ici notre profonde reconnaissance ;
- A tout notre ami qui ont contribué à l'accomplissement de ce mémoire

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS.....	i	
LISTES DES SIGLES ET ABREVIATIONS	ii	
LISTE DES TABLEAUX.....	iii	
INTRODUCTION.....	1	
PARTIE I- RELATION ENTRE DEVELOPPEMENT ET		
INDUSTRIE EXTRACTIVE.....		2
A- SECTEUR INDUSTRIEL ET POLE DE CROISSANCE		3
I. Concept de la croissance économique.....		3
II. Concept du développement		5
III. Secteur minier et théories économiques.....		7
IV. Echanges de ressources minières et croissance.....		8
B- L'ETAT DEVANT UNE ABONDANCE DE RESSOURCE MINERALE		12
I- La chaîne des valeurs de l'Industrie Extractive:		12
II- Rôle de l'Etat dans l'industrie extractive		13
PARTIE II-LE POIDS DE L'INDUSTRIE EXTRACTIVE DANS L'ECONOMIE		
MALGACHE (QMM, AMBATOVOY)		18
A. Quit Madagascar Minerals(QMM).....		21
I. Poids économique de l'activité QMM dans l'économie Malagasy.....		21
II. Poids de l'activité QMM sur le plan socio-culturel		23
III. Impactes environnementaux du projet QMM à Taolagnaro		24
B. Projet Minier d'Ambatovy (près de Tamatave)		25
I. Poids du projet Ambatovy sur le plan économique.....		26
II. Les retombées environnementales suite au projet minier		28
III. Les impacts sociaux-culturel.....		29
CONCLUSION	32	

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

BM : Banque Mondiale

CARA : Centre d'affaire régional de la région d'Anosy

CAM : Central d'Achat de Madagascar

CNaPS : Caisse National de Prévention Social

CNUCED : Commission des Nations unies pour le commerce et le développement

EI-TAF : Extractive Industries Technical Assistance Facility ou Facilité d'assistance technique dans les industries extractives

FASJ : Facilité Africain de Soutien Juridique

FMI : Fonds Monétaire International

FIS : Fonds Investissement Social

HOS : Heckscher, Ohlin et Samuelson

HIMO : Haute Intensité de Main d'Œuvre

IBS : Impôt sur les Bénéfices des Sociétés

ITIE : Initiative pour la transparence dans les industries extractives

IRSA : Impôt sur les Revenus Salariaux et Assimilés

ISI : La stratégie de Substitution d'Importations

JIRAMA: Jiro syRano Malagasy

MW: megawatts

MNRW : Managing Natural Resource Wealth Topical Trust Fund ou Fond Fiduciaire pour la Gestion des richesses naturelles du FMI

OMNIS : Office des Mines Nationales et des Industries Stratégiques

ONE : Office National pour l'Environnement

PAS : Programme d'Ajustement Structurel

PIB : Produit Intérieur Brut

PME : Petites et Moyennes Entreprise

PMME : Petites et Moyennes et Micro Entreprise

PNB : Produit National Brute

PNUD : Programme des Nations Unie Pour le Développement

QMM: QIT Madagascar Minerals

RISE: Rio Tinto Scholarship Education Programm

SGIT : Système de Gestion Intégrée des Talents

TFT : Taxe forfaitaire sur les transferts

TVA :Taxe sur la valeur ajoutée

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n°1: Les deux grandes sociétés de projets miniers existant à Madagascar

Tableau n°2 : Description des taxes en 2014 en millions de Dollar

INTRODUCTION

Madagascar est réputée riche en ressources naturelles tant renouvelables que non renouvelables. Cette richesse en ressources naturelles contraste beaucoup avec l'extrême pauvreté de sa population. Pour faire face à de telle situation, Madagascar a mis en perspectives ses ressources naturelles et compte les utiliser comme levier pour le développement du pays tant aux niveaux local et régional, que national.

L'industrialisation du pays est mise en avant et est associée avec la recherche d'indépendance en matière de ressources énergétiques. Dans le secteur minier et des ressources minérales un nouveau cadre juridique pour les grands investissements, et des outils légaux et institutionnels du secteur pour attirer les investisseurs étrangers sont mis en œuvre. Ce qui a pour effet des engouements de plus en plus croissants des investisseurs privés vers les industries extractives, notamment l'installation des grands projets en matière minière ou pétrolière. Mais cette installation des grands projets nous conduit à poser la question suivant : l'industrie extractive contribue-t-elle au développement de Madagascar ? Pour mieux éclaircir le sujet, nous allons développer dans la première partie la relation entre développement et industrie extractive, puis le secteur industriel et pôle de croissance, afin le rôle de l'Etat, et dans la deuxième partie nous allons analyser le poids de l'industrie extractive dans l'économie Malgache et prendre l'exemple du cas de l'industrie extractive QMM et Ambatovy.

PARTIE I- RELATION ENTRE DEVELOPPEMENT ET INDUSTRIE EXTRACTIVE

Au niveau mondial chaque pays est classé selon son niveau de développement. On distingue d'un côté les pays développés qui regroupent les pays avec un niveau de vie élevé. De l'autre côté il y a les pays sous- développés appelés aussi les moins avancés, caractérisé par leur situation économique défavorisée avec des revenus très bas. D'après F.PERROUX le développement se définit comme : « la combinaison des changements sociaux et mentaux d'une population qui la rendent apte à faire croître cumulativement et durablement, son produit réel global » (1991).

Le développement est devenu un enjeu important des toutes les sociétés. C'est une notion qui traduit les aspects d'un pays suivant ses structures démographiques, économiques et sociales en s'accompagnant souvent de la croissance, et un modèle de développement vise à modifier les structures socioéconomiques et qui cherche à maintenir l'évolution à long terme. Pour relancer le développement cela doit passer soit par : le plan structurel, l'industrialisation et l'institutionnalisation ou d'autre stratégie. Concernant l'industrialisation, actuellement c'est le secteur le plus convoité pour le développement d'un pays. L'industrialisation joue un rôle dans les stratégies de développement de certains car ce secteur est reconnu par ces apports positifs surtout en matière économique grâce aux potentielles de productivité qu'il offre. Le choix de branche industrielle à investir pour un pays suscite des débats entre certains économistes : pour Ragnar Nurske et Paul Rosenstein-Rodan ; un pays doit investir dans chaque branches industrielles de façon équitable pour que l'offre et la demande sur le marché soient toujours en équilibre tandis que Albert Hirschman et François Perroux conseillent plutôt d'investir dans les branches moteurs de l'économie pour éviter les gaspillages de capital dans les domaines qui n'entraîneront pas de bénéfices (Deubel, 2008). L'industrie minière cherche à effectuer des opérations d'exploitation et de prospection dans le but d'extraire des minerais et des métaux pour les présenter sur le marché international.

C- SECTEUR INDUSTRIEL ET POLE DE CROISSANCE

I- Concept de la croissance économique

1- Définition et nature de la croissance économique

La croissance est avant tout l'augmentation de la richesse des nations. Adam Smith a constaté que, dans l'économie marchande, pour obtenir la richesse, il faut mobiliser le travail et pour mobiliser le travail il faut accumuler de capital. Adam Smith a utilisé ce même raisonnement sur le plan national. Contrairement, au concept mercantilisme et Keynésien, les richesses s'obtiennent à la mobilisation du travail, mais cette mobilisation du travail ne peut se faire que par le facteur monétaire. De cette théorie, plusieurs pays effectuent de la création monétaire pour se développer. La monnaie, avec un bon système et un Etat libre et souverain, joue un grand rôle au développement d'un pays. Actuellement, la croissance économique a fait l'objet d'un accroissement de la production globale à long terme. Cette augmentation est un phénomène quantitatif, qui peut être mesurée en volume ou en valeur par des agrégats tels que l'augmentation du PIB (produit intérieur brut) ou du PNB (produit national brut). Cette croissance quantitative se traduit, notamment pour les ménages, par l'augmentation du niveau de vie, suite à l'évolution du rapport entre l'évolution des prix et l'évolution des revenus.

2- Les théories de la croissance : les théories contemporaines

La *théorie néo-keynésienne d'Harrod-Domar (1947)* montre que le taux de croissance (G) est lié au rapport du taux d'épargne (S) au taux d'investissement en capital (K) tel que $G = S/K$. Le modèle d'Harrod nous démontre bien cette égalité s'appuyant sur ces 3 hypothèses suivantes :

- Le taux de croissance garanti (noté G). Il correspond au taux de croissance qui permet l'équilibre sur le marché des biens sur la longue période, c'est-à-dire celui où les décisions d'épargne des ménages sont égales aux décisions d'investissement des entreprises ex ante sur le long terme, permettant ainsi aux investissements désirés par les entrepreneurs d'être réalisés.
- le taux de croissance réalisé, c'est-à-dire le taux de croissance effectif de l'économie.
- le taux de croissance naturel de la population active, qui est supposé exogène à l'économie.

En partant des formulations de Keynes, Harrod pose que l'épargne(S) est proportionnelle au revenu (Y) :

$$S=sY \quad (1) \quad \text{ou } s \text{ est la proportion à épargner, comprise entre 0 et 1}$$

Harrod suppose également que l'investissement(I) est proportionnel aux variations du revenu, selon le principe de l'accélérateur d'investissement :

$$I=k \cdot \Delta Y \quad (2) \quad \text{ou } k \text{ est le coefficient de capital égal à } K/Y \text{ (rapport entre le capital disponible et la production qu'il permet de mettre en œuvre).}$$

Pour qu'il y ait équilibre sur le marché des biens, on doit avoir $I=S$

$$S=sY = I= k \cdot \Delta Y \quad (3)$$

Ce qui se simplifie en :

$$sY= k \cdot \Delta Y \quad (4)$$

Ce qui donne en réarrangeant (4) :

$$\Delta Y/Y=g=s/k \quad (5)$$

L'équilibre implique donc que le taux de croissance garanti G soit égal au rapport s/k

La croissance est liée à l'investissement en capital des entreprises, lui-même lié à l'épargne des ménages. En conséquence, l'État peut agir sur le niveau de croissance en favorisant l'épargne, soit par la politique des revenus (directs ou de transferts) soit par la politique fiscale et budgétaire.

La *théorie néo-classique de Solow (1956)* explique la nature exogène de la croissance. Le modèle de Solow met en avant les interactions entre croissances du stock du capital et de la force de travail, d'une part, et progrès technologie d'autre part. Il montre également comment ces trois facteurs affectent la production des biens et services. La croissance est stable et équilibrée lorsqu'il y a une « juste » répartition entre les deux facteurs de production, K (capital) et L (travail). La relation entre K et L est définie par une fonction de production homogène de type Cobb-Douglas telle que $Y = f(K^\alpha, L^{1-\alpha})$. Par la suite, le progrès technique sera intégré à ce modèle comme une variable exogène, et défini en tant que « facteur résiduel ».

Dans le modèle de Solow, il existe une croissance de long terme stable, dont le rythme ne dépend que de l'évolution de la population et de la technologie, et non des comportements économiques des agents.

Selon ce modèle, il est important d'avoir pour un pays un progrès technologique pour se développer, afin de transformer les matières premières et avoir une bonne production. Pour extraire les ressources minières, il faut un certain nombre de main d'œuvre pouvant effectuer les travaux et manipuler les machines. Avoir un progrès en technologie peut accélérer le travail et avoir une production en grande quantité. Les ressources minières sont monnayables, on peut les échanger contre de l'argent ou on peut les transformer en vue d'obtenir d'autres produits valables et utiles à la vie.

II- Concept du développement

Dans les pays économiquement avancés le développement est recherché, en général, par l'encouragement de l'innovation, l'investissement, l'éducation, l'amélioration de la sécurité juridique. Dans les pays émergents, le développement est principalement basé sur l'exploitation des ressources naturelles.

1- Indicateur de développement

Ce sont des instruments utilisés dans l'appréciation et dans la comparaison de développement.

Les principaux indicateurs sont :

- Indicateur démographique : nombre de population, taux de croissance démographique, taux de natalité, taux de mortalité, espérance de vie, taux de mortalité infantile, taux de fécondité,...
- Indicateur de consommation : consommation/tête, calorie, consommation électricité, consommation mécanique (téléphone, internet, énergie,...).
- Indicateurs liés à la production et à l'organisation économique : niveau d'investissement, capital, domination des secteurs.
- Indicateur sociologique : niveau de revenu, clivage sociale, structure sociale, chômage, travail des enfants, analphabète.
- Indicateur politique : régime politique, et diplomatie politique.
- Indicateur spatial : déficience des infrastructures de communication et circuit économique.

- Indicateur relié à la comptabilité Nationale : agrégat économique (PIB, PNB, Revenu National, capital...).
- Indicateur lié à la structure sociale :
- Indicateur démographique : taux de scolarisation
- Indicateur lié à la production : lié au niveau de consommation d'énergie
- Indicateur lié au commerce international : degré de dépendance économique
- Indicateur de développement humain : c'est la moyenne des indices des indicateurs suivants : Indicateur pour mesurer la santé humaine (espérance de vie à la naissance), indicateur du bien-être (PIB/tête), niveau d'instruction ou connaissance : taux d'alphabétisation + taux brute de scolarisation.

2- Stratégie de développement

Pour l'industrialisation

❖ *Stratégie de croissance équilibrée*

Caractérisée par l'équilibre dans tous les secteurs, l'histoire montre que le développement de toute société doit passer par l'industrialisation. Pour les pays en développement en particulier, l'industrialisation modifierait leur insertion internationale, produirait des effets positifs d'apprentissage de la main d'œuvre, des effets d'entraînement physique qui conduisent donc vers le mouvement autoentretenu de diversification de la production.

L'Etat doit agir de façon à ce que l'ensemble de la structure productive se développe en respectant l'équilibre entre les secteurs. Chacun doit offrir à l'autre fourniture et débouché de marché d'où l'appellation croissance équilibrée.

❖ *Stratégie de croissance déséquilibrée*

C'est-à-dire qu'il y a déséquilibre entre industrie. Il existe des industries qui ont des effets d'entraînement sur les autres industries (ex : les entreprises de sidérurgies qui ont des effets sur les entreprises d'automobile et les transports). Dans cette stratégie, l'accumulation de déséquilibre industriel est considérée comme une puissante force de développement. En effet, la stratégie de croissance vise à favoriser les investissements qui maximisent les liaisons et engendrent les plus grands effets d'entraînement

❖ *Industrialisation orientée à l'exportation*

Il s'agit de promouvoir les industries capables de produire pour les exportations afin de réduire les dépendances externes et d'éviter tous les maux de l'ISI. Les politiques utilisées :

- La libéralisation du commerce : importation au prix mondiale (matière première, machine, bien intermédiaire) qui implique une croissance de compétitivité des industries exportatrice.
- Système et incitation : subvention, avantages locaux, taux d'intérêt concurrentiel....

Avantage :

- Inexistence de problème de débouché (main d'œuvre illimitée).
- Accroissement de rente de devise, amélioration de la balance commerciale.
- Rationalisation davantage de production.

III- **Secteur minier et théories économiques**

Les mercantilistes bullionistes ont assimilé la richesse aux métaux précieux, or et argent. Le mercantilisme est une politique économique qui s'appuyait sur un corps de doctrines préconisant l'intervention de l'État pour développer la richesse nationale, ce développement étant assuré par l'excédent des exportations sur les importations, dans un contexte marqué par l'expansion du commerce international. Les mercantilistes considéraient l'or et l'argent comme des indicateurs de la puissance d'un pays. Dépourvu, à la différence de l'Espagne, de l'apport que représentaient les mines d'argent et d'or du Nouveau Monde, un pays ne pouvait accumuler ces métaux précieux qu'en vendant aux autres pays plus de marchandises qu'il ne leur en achetait, accumulant ainsi un excédent de sa balance commerciale, qui contraignait les autres pays à combler leurs déficits en se dessaisissant de l'or et de l'argent en leur possession.

Les mercantilismes bullionistes pensaient alors, de faire entrer de maximum d'or et de ne pas en faire sortir hors de frontière en interdisant l'exportation. Pour les nations qui n'exploitent ni de mines d'or, ni d'argent, elles tentaient d'attirer à elles les métaux précieux par diverses politiques.

1- Ressources naturelles et spécialisation

Les ressources minières peuvent être à l'origine d'un avantage en termes de coûts de production pour une économie nationale de manière implicite comme chez Smith (les avantages absolus) et chez Ricardo (les avantages comparatifs) ou de manière explicite comme dans le cadre de l'approche HOS.

2- Ressources minières, moteur de l'activité et croissance économique

Les ressources naturelles sont indispensables à la croissance. Si on raisonne au niveau global, il ne saurait y avoir d'activité économique sans matières premières. Selon Kuznets, la croissance économique moderne repose sur les ressources naturelles (charbon, pétrole, gaz...).

L'industrie minière regroupe les établissements dont l'activité principale est l'extraction de substances minérales d'origine naturelle.

Les ressources minières sont extraites du sous-sol ou offertes par le sol. Elles correspondent aux richesses minérales qui se présentent sous la forme de gisements miniers. Elles font partie des ressources naturelles. Certaines de ces ressources minières sont des ressources énergétiques : combustibles fossiles comme le charbon, le pétrole ou le gaz. Il existe également les minerais métalliques comme le fer, la bauxite, l'or, le nickel, le cuivre, l'argent, le zinc, le titane et les minerais non métalliques comme la potasse ou le phosphate. En effet certaines économies bien dotées en ressources naturelles ont connu un développement rapide comme les Etats-Unis.

IV- Echanges de ressources minières et croissance

1- Ressources minières et les transferts technologies

Les grands investisseurs miniers étrangers importent la majeure partie de leur matériel d'extraction, ainsi que les services techniques, financiers et l'encadrement nécessaires à l'exploitation des mines. Les entreprises africaines capables de fournir ces matériels et ces services sont très rares et se concentrent surtout en Afrique du Sud. Une fois extrait, le minerai brut est exporté pour être raffiné ou transformé.

2- Evaluation économique du projet minier

L'industrie minière est le secteur économique qui regroupe les activités de prospection, de recherche, d'exploitation de mines et de transformation des produits extraits. Elle est à la source de la production de nombreux biens d'équipements et de consommation. L'industrie minière comporte aussi toute une logistique de transport. Du train au bateau, et du camion à l'avion, on décharge et expédie des millions de tonnes de ces substances minérales extraites, tout en amenant des milliers de travailleurs d'un site à l'autre.

L'exploitation d'un site minier comporte :

- des activités d'extraction ;
- des activités de concassage et de broyage ;
- des activités de lavage et de séchage ;
- des activités d'agglomération ;
- des activités de calcination ;
- des activités de lixiviation ;
- des activités de séparation des minerais.

Comme toute entreprise, une entreprise minière, avant de s'initier dans l'activité, doit évaluer le fonctionnement de l'entreprise dans la phase de réalisation puis l'exploitation de la mine pendant toute sa durée de vie.

Les données nécessaires utiles à cette évaluation de la rentabilité d'un projet sont *de trois sortes* :

- **Données générales** : identification du projet, substances exploitées, pays, monnaie, inflation, conditions d'emprunt, taux d'actualisation.

- **Données techniques** : tonnages et teneurs de réserves, production annuelle stérile et minerais, performance de la laverie, performance de la mine.

- **Données économiques** : coûts opératoires mine, évaluation coûts opératoires laverie, coûts généraux, frais du concentré (transport-métallurgie), cours de la substance vendue, investissement (montant et échelonnement), taux de dépréciation des immobilisations.

Quand toutes ces données ont été prises en compte et que la décision de l'investissement a été prise, l'entreprise va se projeter dans le futur pour analyser le fonctionnement de l'entreprise.

3- Fiscalité minière et impact socioéconomique du secteur minier

La fiscalité minière n'est pas une nouveauté. Les produits minéraux sont exploités depuis des milliers d'années, et tout au long de l'histoire les dirigeants et les gouvernements ont taxé les mines pour s'approprier une partie de la richesse créée. Nous décrivons ici la fiscalité minière telle qu'elle est appliquée aujourd'hui, en particulier dans les pays en développement. Mais dans l'économie mondialisée d'aujourd'hui, la politique fiscale tient de plus en plus compte de facteurs qui ne jouaient pas un rôle majeur par le passé.

4- Différents types d'impôts dans le secteur minier.

a- Impôt sur les recettes ou Impôt sur les bénéfices.

Pour définir un impôt sur les bénéfices, il faut fixer deux paramètres essentiels, le taux d'imposition et l'assiette fiscale. Dans la plupart des pays, les autorités agissent davantage sur l'assiette fiscale que sur le taux d'imposition. Généralement, le taux d'imposition est uniforme pour tous les contribuables ou pour tous les contribuables réalisant des bénéfices similaires. De nombreux pays ont un taux unique applicable à tous les contribuables commerciaux et quelques-uns ont un régime progressif c'est-à-dire que le taux d'imposition augmente en fonction du niveau des bénéfices.

b- Redevances

C'est courant et peut être assise sur le volume, la valeur ou le bénéfice. Au cours du dernier siècle, on a eu tendance à abandonner les régimes fiscaux fondés sur des redevances au profit de mécanismes fondés sur la capacité contributive, c'est-à-dire d'impôts assis sur les bénéfices.

Certains pays ont totalement supprimé les redevances minières et d'autres ont réduit leur importance. Certains pays emploient ou non des redevances pour accroître les recettes fiscales provenant du secteur minier.

Cette redevance est importante pour la préservation du patrimoine. Dans la plupart des pays, le sous-sol appartient à l'Etat. Si une entreprise exploite des ressources de l'Etat, celui-ci peut juger nécessaire de montrer qu'il a reçu quelque chose en échange. Les compagnies minières ne réalisent pas toujours des bénéfices imposables et il n'y a donc pas de garantie que l'Etat reçoive des impôts fondés sur le bénéfice en échange des ressources perdues. Même si les mines sont déficitaires et ne produisent rien, les Etats percevront quand même des revenus qu'est la redevance.

c- Droits d'importation et d'exportation

Le droit d'importation et le droit d'exportation sont très rares, et ont souvent des exemptions.

Les pouvoirs publics emploient depuis longtemps les droits d'exportation et d'importation pour atteindre divers objectifs fiscaux et autres: améliorer les installations portuaires et infrastructures de transport, protéger les producteurs locaux contre les importations de produits moins coûteux, restreindre l'importation de produits provenant de pays autres que le pays colonisateur, etc...

L'industrie minière est une industrie capitalistique qui emploie des équipements spéciaux généralement importés. En conséquence, les droits d'importation sur les biens d'équipement réduisent directement la rentabilité des mines durant les premières années. Dans les études de faisabilité, on établit des projections de rentabilité, par exemple pour calculer un taux de rendement interne, et ces projections sont très influencées par les dépenses importantes qui doivent être engagées durant les premières années. Un droit d'importation même modeste sur les biens d'équipement peut compromettre la rentabilité d'un projet marginal. La concurrence internationale pour attirer les investisseurs dans le secteur minier est féroce et la plupart des pays ont soit supprimé les droits d'importation sur le matériel d'exploitation des mines ou mis en place divers mécanismes pour en exempter certains projets ou les équipements nécessaires. Il était fréquent que certains pays appliquent des droits d'exportation aux matières premières minérales, non seulement pour lever des recettes, mais aussi pour encourager les activités de transformation sur place. Par exemple, les exportations de minerais et de concentrés peuvent être assujetties à un droit élevé et les exportations de métaux affinés ou fabriqués à un droit minime ou réduit. En raison de l'intensification de la concurrence mondiale, la plupart des pays ont supprimé ou ramené à zéro les droits d'exportation sur les produits minéraux, quel que soit le degré d'ouvrison.

D- L'ETAT DEVANT UNE ABONDANCE DE RESSOURCES NATURELLES

III- La chaîne des valeurs dans l'Industrie Extractive:

C'est une approche de politique de soutien au secteur minier qui s'est développée à partir de 2005. La chaîne de valeur de l'Industrie Extractive explique comment peut-on via l'exploitation des ressources non renouvelables atteindre un niveau de développement durable. Elle couvre l'ensemble des étapes menant à l'exploitation de ces ressources et à la maximisation de l'utilisation des revenus qui en sont tirés :

- Attribution et négociation des contrats et licences
- La réglementation et le contrôle des opérations
- Le recouvrement des impôts et redevances
- La gestion et affectation des revenus
- La mise en œuvre de politiques de développement durable

D'étape en étape, l'objectif principal est d'optimiser la création des richesses à partir de la captation de la rente, de la captation de la valeur ajoutée et de l'intégration du secteur minier dans le tissu économique du pays concerné. Et dans cette voie, dans la prise de conscience de la nécessité de réformes pour améliorer la contribution du secteur au développement, l'Union Africaine a élaboré un document qui constitue la stratégie de référence pour l'ensemble des pays membres.

1- Amélioration de la captation de la rente :

Pour améliorer la captation de la rente, des institutions internationales ont développé trois outils : le EI-TAF (Extractive Industries Technical Assistance Facility) ou Facilité d'assistance technique dans les industries extractives de la Banque Mondiale ; la FASJ (Facilité Africain de Soutien Juridique) de la Banque Africain pour le Développement ; et le Managing Natural Resource Wealth Topical Trust Fund (MNRW) ou Fond Fiduciaire pour la Gestion des richesses naturelles du FMI. Ces structures visent à réduire l'asymétrie des compétences techniques et juridiques qui existe entre les pays producteurs et les compagnies. L'EI-TAF et la FASJ agissent essentiellement en appuyant la négociation et/ou la renégociation des contrats d'exploitation et la formation des administrations ; le MNRW renforce les capacités des administrations en charge du recouvrement et réforme les cadres réglementaires et fiscaux.

L'appui à la négociation des contrats vise à permettre au pays concerné d'obtenir les meilleures conditions possibles pour valoriser ses ressources, pour limiter également au maximum les remises en cause des accords une fois les investissements engagés.

Par ailleurs, une fiscalité plus efficace est aussi nécessaire pour améliorer la captation de la rente, c'est-à-dire une part considérable de l'Etat dans les revenus tirés de l'exploitation. Cette augmentation d'impôt sur le secteur minier est introduite au Ghana à l'initiative du FMI en 2011, avec un taux qui va de 25% à 35%.

2- Captation de la valeur ajoutée et intégration au tissu économique local

Sans limiter les avantages sur la question fiscale, les pays producteurs doivent bénéficier d'une bonne formation des mains d'œuvre locales, tenté de s'industrialiser, et de ce fait développer le contenu local.

Les dépenses de l'industrie extractive auprès de leurs fournisseurs représentent un montant significatif, dont les pays producteurs devraient profiter. Cette opportunité se traduit par la constitution et le renforcement des secteurs nationaux et régionaux aux services des investisseurs étrangers. La tentative d'industrialisation interne améliore la compétence des mains d'œuvre locales, et leur procure un revenu leur permettant un meilleur niveau de vie.

Dans cette voie, la Banque Mondiale crée un fond d'affectation spécial, chargé de fournir aux pays africains des conseils relatifs aux politiques publiques pour interconnecter les industries extractives et le milieu économique local.

Mais le développement local engage plus le gouvernement interne que les institutions internationales. Ainsi, malgré le fait qu'elles ont créé ces structures, l'Etat est le premier responsable lors des négociations vu qu'il est le garant de l'intérêt général. Ce qui amène à voir l'évolution de l'intervention étatique depuis les années de décolonisation jusqu'à maintenant.

II- Rôles de l'Etat dans l'industrie extractive

1- Evolution du rôle de l'Etat dans le secteur

➤ L'Ajustement Structurel appliqué au secteur minier :

Après l'indépendance, de nombreux gouvernements ont nationalisé les outils de production, notamment dans le secteur minier, à une époque où les cours internationaux étaient à des niveaux élevés. Assez rapidement, la conjonction d'un contexte géopolitique tendu qui a durablement déprimé le marché et de performances insuffisants, absence d'activité d'exploration en propre, induisent gestion de nombreux pays africains à une situation difficile.

Le déclin économique du secteur minier a contraint ces gouvernements à le restructurer dans le cadre des politiques d'ajustement structurel, dont les principes sont connus sous le nom de "consensus de Washington".

La Banque Mondiale (BM) était chargée de redéfinir les politiques publiques dans ce secteur, avec pour principal objectif la mise en place de réglementations attractives pour les investissements étrangers c'est-à-dire une diminution du taux d'intérêt pour attirer les investisseurs.

Entre 1988 et 2010, la BM a ainsi mené 35 programmes de réforme minière, cumulant un financement global de plus de 1 milliard de dollars dans 24 pays, dont près des deux tiers en Afrique subsaharienne. En parallèle, la Communauté européenne se focalise sur la collecte et la promotion des données géologiques destinées à améliorer la connaissance du potentiel africain et à susciter l'intérêt des investisseurs internationaux.

Au cours des deux dernières décennies, l'environnement favorable créé par ces réformes, la diminution des surcapacités de production dans le secteur et le redémarrage progressif de la demande mondiale ont largement contribué à relancer l'investissement étranger dans l'industrie minière.

La concurrence entre les Etats, pour attirer les investisseurs, a conduit à un *dumping* réglementaire et fiscal qui a limité significativement les bénéfices que les gouvernements africains, et plus encore les populations des pays producteurs, étaient en droit d'attendre de ces changements. Les exemptions fiscales, par exemple, ont été consenties de manière excessive. Elles ont conduit à accorder des taux de redevance et d'impôts sur les sociétés souvent (très) inférieurs aux taux, déjà faibles, figurant dans les codes. La reprise de la production minière et la croissance des exportations en Afrique n'ont donc pas été synonymes de meilleures performances de développement, notamment en termes de réduction de la pauvreté.

➤ **La remise en cause de l'AS**

Dans les années 90, la conjonction du besoin de transparence financière, de l'évolution du débat sur le développement, du "nationalisme des ressources" et de la crise économique a conduit à une remise en question des politiques internationales de coopération dans le secteur.

Dès 2002, la BM a entamé son évolution doctrinale. Liée au constat des insuffisances des réformes en termes de contribution du secteur extractif au développement, et motivée par les demandes des pays et la pression de la société civile, cette évolution était le premier pas vers une approche plus globale de la question, davantage orientée sur le bénéfice retiré par les pays. De ce fait, le questionnement sur la gouvernance financière entre les industries minières et l'Etat, s'est concrétisé dans la mise en œuvre de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), dont les mérites, après dix ans d'existence, commencent à se manifester.

À partir de 2005, la résurgence du " nationalisme des ressources" est venue accroître la pression imposée aux multinationales du secteur et aux institutions internationales de financement et d'aide au développement. Dans un contexte d'augmentation des cours internationaux des ressources minérales, un nombre croissant de pays producteurs a commencé à remettre en question les conditions de répartition de la rente introduites par les réformes menées dans le cadre des programmes d'ajustement structurel (PAS).

En parallèle, la notion d'Etat "développementaliste", portée par la Commission des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED), rencontrait un succès croissant. Cette notion se fonde, pour partie, sur l'importance de la mobilisation des ressources intérieures, c'est-à-dire sur la nécessité pour les Etats d'augmenter leurs recettes fiscales et de les mettre au service du développement de leurs populations. La crise financière et économique de 2008 est venue amplifier ce mouvement de remise en cause, en mettant davantage en avant les besoins d'autofinancement des politiques de développement par les Etats producteurs eux-mêmes.

L'ITIE, l'outil précurseur

L'ITIE, opérationnelle depuis 2005, marque un tournant dans la perception de la nécessaire contribution du secteur extractif au développement. L'ITIE est devenue le principal standard international de transparence du secteur extractif, offrant un cadre de concertation entre Etats, entreprises et sociétés civiles, au sein de groupes de travail multipartites autour de la divulgation et de l'audit des flux financiers générés par l'exploitation du secteur dans les pays candidats. L'ITIE regroupe, sur une base volontaire, 37 Etats producteurs, 60 compagnies extractives et environ 400 organisations représentant la société civile. Le 28 Février 2013, 20 pays étaient reconnus " conformes", répondant à l'ensemble des exigences posées par les règles de l'ITIE. Dans le même temps, début 2013, le conseil d'administration de l'ITIE a décidé de radier le Gabon

- en raison des retards pris par le pays dans la publication de son deuxième rapport de validation

- pour le manque de transparence de ses revenus miniers.

Ces décisions témoignent d'un réel souci de crédibilité de la part de l'ITIE souvent accusée de privilégier la quantité (de pays validés) sur la qualité (de la validation). L'objectif poursuivi est d'accroître le degré d'*accountability*(" recevabilité ") des acteurs concernés, en confrontant les versements du secteur privé à l'Etat aux recettes publiques officielles.

L'ITIE a constitué un tournant essentiel, en ce qu'elle permet d'aménager un espace relativement protégé de débat public sur le secteur extractif dans des pays autrefois entièrement fermés à toute espèce de dialogue en la matière. Cette initiative permet par ailleurs, au niveau local et international' de relayer des réflexions de fond sur la gouvernance du secteur' de tester des propositions et des idées nouvelles. A titre illustratif' en 2013, le débat porte sur l'introduction d'une obligation de transparence contractuelle.

Nationalisme des ressources et Etat développementiste

Le concept de «*nationalisme des ressources* » décrit la tendance d'un gouvernement à renforcé le contrôle exercé sur les ressources naturelles situées sur son territoire. Le plus souvent de nature fiscale, les mesures correspondantes peuvent conduire l'Etat à prendre une participation financière et/ou opérationnelle élargie dans son industrie extractive nationale (parfois jusqu'à la nationalisation complète) et à renégocier les conventions d'exploitation.

Le nationalisme des ressources s'est manifesté en même temps que s'imposait le concept d'Etat «*développementiste* ». Ce dernier, élaboré à partir de l'analyse de la trajectoire de développement des pays industrialisés asiatiques, repose sur l'idée que celle-ci a été rendue possible par des politiques d'industrialisation mise en œuvre en coopération entre le pouvoir politique, le monde économique privé et l'appareil administratif.

Ainsi, dans les pays membres de l'ITIE, l'Etat est amené à faire un peu plus de contrôle sur les exploitations des ressources naturelles pour en tirer un peu plus de gains par rapport aux situations précédentes, sous l'ajustement structurel.

2- Importance de la bonne gouvernance dans l'Industrie Extractive

2-1 Définition de la bonne gouvernance

Le PNUD définit la gouvernance dans son document de politique générale de 1997 intitulée « La gouvernance en faveur du développement humain durable » comme étant l'exercice de l'autorité politique, économique et administrative en vue de gérer les affaires d'un pays à tous les niveaux. Ainsi, elle a trois dimensions : économique, politique et administrative

- La gouvernance économique recouvre les processus de prise de décisions qui ont une incidence sur les activités économiques du pays et ses relations économiques avec les autres pays
- La gouvernance politique est le processus de prise de décisions concernant l'élaboration des politiques
- La gouvernance administrative est le système de mise en œuvre des politiques

L'Etat a une obligation de résultat vis-à-vis de son peuple sur l'utilisation des ressources naturelles sur le territoire national. Les prises de décision, les négociations concernant les exploitations minières améliorent ou portent atteinte au développement du contenu local. De ce fait, instaurer la bonne gouvernance permettrait une bonne gestion des ressources, et donne un peu plus de rigueur sur la légitimité des hommes au pouvoir.

2-2 La transparence, élément essentiel au secteur extractif

Le PNUD responsabilise l'Etat pour qu'il assure la transparence comme éléments essentiels de la bonne gouvernance par rapport à l'industrie extractive. La transparence est fondée sur la libre circulation de l'information, et ce entre la population et ses représentants. Le public est le premier propriétaire des ressources faisant l'objet d'exploitation avant ses représentants, et le premier qui doit être informé des mouvements des IDE dans le secteur, de l'existence des sites où il y a des gisements.

La transparence sous-entend la libre expression. Les médias tiennent un rôle important vue leurs nécessaires intermédiations entre les responsables et le public. La presse ne doit donc publier que les informations exactes pour que la population puisse connaître davantage et analyser la rentabilité des différents projets d'investissement lancés ou en cours de lancement sur leur territoire, et prendre des décisions sur la continuation ou le rejet de tels ou tels projets.

Si le public n'est pas informé de la situation de leurs ressources minières, l'écart entre le volume d'exploitation minière et le niveau de développement se creuse davantage vue l'énorme quantité pécuniaire qui circule. La dissimulation des informations accentue les inégalités, augmente les exploitations illicites et provoque l'insécurité dans la vie en société.

C'est pour cette raison que l'ITIE prône la bonne gouvernance, la transparence, et la responsabilité dans l'utilisation des revenus issus de l'extraction pétrolière, gazière, et minière dans les pays riches en ressources naturelles.

L'initiative gouvernementale joue un rôle très important dans l'exploitation des ressources minérales locales pour que cette dernière contribue au développement. Le pays producteur devrait profiter des négociations qui ont lieu, surtout sur le plan fiscal, sur les retombées environnementales et sociales. Madagascar, dotée d'une ressource minière importante, est au gros plan sur ce sujet. L'exploitation minière qui y gagne de plus en plus de terrain ramène à poser la question sur le développement du pays. Ainsi, on est amené à analyser la question à partir du poids de l'industrie extractive dans l'économie Malgache, et à voir le cas d'Ambatovy et de QMM en raison de l'importance de leurs investissements.

PARTIE II- LE POIDS DE L'INDUSTRIE EXTRACTIVE DANS L'ECONOMIE MALGACHE (QMM, AMBATOVY)

L'exploitation minière à grande échelle à Madagascar devrait fournir des recettes fiscales stables, pouvant atteindre 11 pour cent des recettes fiscales du pays d'après l'analyse de la Banque Mondiale. Les recettes fiscales provenant des mines existantes, qui sont évaluées en moyenne à 10 millions de dollars par an aujourd'hui, pourraient augmenter à environ 40 millions de dollars par an.

Les projets miniers de grande envergure actuellement en production ont contribué pour des recettes fiscales totales de 11,4 millions d'USD en 2012 et 15,9 millions d'USD en 2013. Comme expliqué dans l'introduction, ces chiffres diffèrent des résultats de l'ITIE parce qu'ils ne couvrent pas les mêmes flux monétaires. Lorsque QMM et Ambatovy fonctionneront tous deux à pleine capacité, ces recettes pourraient s'élever à 40 millions de dollars. Les redevances, la Tva non remboursable, l'impôt minimum sur les sociétés et la taxe professionnelle sont les plus grands contributeurs aux recettes fiscales provenant des mines en exploitation actuellement et pendant la période d'étude.

Les fluctuations des cours du nickel se répercuteront directement sur les ventes qui ne font pas l'objet de contrats de prélèvement à long terme à Ambatovy. Même si QMM fait partie d'une entreprise intégrée, les variations du prix de l'ilménite sont susceptibles d'affecter les niveaux de production, que ce soit positivement ou négativement, et affecteraient donc les redevances dues par QMM dans les mêmes proportions.

De nouveaux projets miniers pourraient augmenter la contribution du secteur minier aux recettes fiscales nationales de 1 à 11 pour cent. En se fondant sur le revenu fiscal moyen en pourcentage du PIB pour la période 2008-2010, les recettes fiscales de Madagascar sont estimées à 14 pour cent du PIB par an pour la période 2011-2035.

Cette hypothèse dépend de la manière dont les recettes fiscales autres que celles provenant des projets miniers évoluent dans le temps. L'augmentation dépendra des sociétés supplémentaires en particulier, de leurs paiements en termes de redevances, d'impôts sur les sociétés et les précomptes sur les dividendes. Selon les hypothèses du modèle, l'ensemble des recettes fiscales du gouvernement s'élèverait à 3,4 milliards de dollars Us en 2035, celles de l'exploitation minière représentant 11 pour cent du total.

Les redevances resteront la principale source de revenus générés par l'exploitation minière à moyen terme. Considérant que les redevances représenteront entre 30 et 40 pour cent des

recettes fiscales minières à court terme, ce taux pourrait dépasser 70 pour cent une fois que de nouvelles mines se développeront.

La redevance est l'instrument fiscal(ou parafiscal plus exactement) le plus emblématique associé à l'exploitation minière: elle est conçue pour compenser l'exploitation des ressources minérales nationales et elle est payée une fois que la production commence. La recherche montre que les redevances constituent la recette fiscale prédominante entre 2014 et 2027 quel que soit le scénario plus déterminant.

Selon le Code minier, une part importante des redevances totales (70 pour cent) est gérée par les entités locales, et les 30 pour cent restants gérés par le gouvernement central. Les 70 pour cent sont en outre répartis entre les provinces autonomes (10 pour cent), les régions (30 pour cent), et les communes (60 pour cent). Par exemple, les entités locales ont reçu des projets actuellement en exploitation, 2,4 millions d'USD en redevances en 2012 (scénario 1), dont 1,4 million d'USD sont alloués aux communes.

Part dans le PIB

Le développement minier à grande échelle à Madagascar devrait avoir un impact significatif sur le produit intérieur brut (PIB) c'est-à-dire la capacité du pays à générer de la valeur ajoutée et sur les possibilités futures pour le développement. L'exploitation minière représentait seulement 1 pour cent du PIB total en 2012. Mais en 2025, elle s'élevait de 4 pour cent à 14 pour cent. Cette contribution est évidemment sensible à des facteurs clés tels que le prix du nickel : une augmentation de 10 pour cent du prix du nickel aura pour résultat, une augmentation supplémentaire de 1 pour cent de la contribution au PIB.

L'étude suppose que Madagascar maintienne la tendance économique des cinq dernières années, et augmente son PIB à l'exclusion de l'exploitation minière de 10 milliards de dollars en 2012 à 11,8 milliards de dollars en 2015 et à 16,5 milliards de dollars en 2025.

Selon les calculs, le développement minier pourrait générer un PIB minier direct de 554 millions d'USD en 2015 et 1,89 milliards d'USD par an de 2025 à 2035.

Le PIB indirect, la valeur ajoutée générée dans d'autres secteurs par les salaires et les achats locaux du secteur de l'exploitation minière pourrait s'élever à 159 millions de dollars en 2015 et 462 millions de dollars par an de 2025 à 2035. Cela signifie que pour chaque dollar de PIB directement généré par l'exploitation minière, les activités connexes de l'exploitation minière génèreraient indirectement 0,29 dollar en 2015 et 0,24 dollar par an de 2025 à 2035. La comparaison avec d'autres secteurs permet de mieux saisir l'importante contribution de l'exploitation minière à grande échelle au PIB à Madagascar d'ici à 2015, le PIB total de

l'exploitation minière devrait correspondre au PIB du reste de l'industrie, à la moitié du PIB de l'agriculture et au tiers du PIB des services.

La contribution de l'exploitation minière au PIB se compose de la valeur ajoutée et de la productivité des investissements miniers à grande échelle à Madagascar au cours de la période d'étude. Bien que cette contribution soit relativement stable compte tenu de la réalisation des investissements prévus et de la productivité, elle n'entraîne pas automatiquement le développement économique et l'amélioration des moyens de subsistance. Elle devrait plutôt être perçue comme une opportunité, qui pourrait être traduite en développement humain via des mécanismes appropriés de production, de gestion et de distribution des avantages au niveau local.

Source : www.matin.mg/?p=22716

Pour mieux connaître l'apport de l'industrie extractive au développement de Madagascar, nous allons étudier les deux grands projets miniers existant à Madagascar : QMM et Ambatovy.

Les exploitations en cours des deux grandes sociétés se résument dans le tableau ci-dessous :

Tableau n°1 : Les deux grandes sociétés de projets miniers existant à Madagascar

Nom de la Société	Projet en cours ou en prévision
QMM	Exploitation en cours : <i>ilménite, zirsill</i> . Région ANOSY
AMBATOVY	Exploitation en cours : <i>nickel, cobalt</i> . Mine à Moramanga, usine de transformation à Toamasina

Source : Extrait du tableau sur le Rapport final de réconciliation

A. QUIT MADAGASCAR MINERALS ou QMM

➤ *Ilménite ou sable noir*

Les activités du projet ilménite sont mises en oeuvre par deux sociétés du groupe Rio Tinto (détient 80% des actions), QMM SA et Port d'Ehoala SA (QMM SA est détenue majoritairement par Rio Tinto) ; et une participation minoritaire initiale de 20 % de l'Etat Malagasy à travers l'OMNIS, conformément à la Convention d'Etablissement et au pacte d'actionnaire signé le 2 février 1999. Pour un investissement de 950 millions de dollar, le groupe a construit un site d'extraction et un port en eaux profondes pour exporter le minerai brut vers le complexe industriel de Sorel au Québec. Il existe trois bassins fortement concentrés en ilménite en vue d'une exploitation sur 50 ans. Le volume exporté devrait rapidement atteindre 750 000 t/an d'ilménite soit 10% de la production mondiale et 60 000 t de zircon.

I- Poids économique de l'activité de QMM dans l'économie Malagasy

L'exploitation d'ilménite de QMM qui, a fait du bien à l'économie en général. Parce que cela permet de créer des emplois directs. Elle *sert aussi de pilier à la création des petites et moyennes entreprises*, 364 entreprises créées sont devenues fournisseurs de QMM, dont plus de la moitié se trouvent à Fort-Dauphin. Par ailleurs, le secteur tourisme est un des bénéficiaires de l'installation du Port d'Ehoala qui a accueilli 28 370 touristes pour 32 escales. Depuis son ouverture en 2009, le port a accueilli 618 navires et assurer l'exportation de produit locaux (sisal, mica...). Au niveau des exportations et d'importations, le port d'Ehoala joue bien son rôle de port multifonctionnel d'utilité publique avec une gestion privée. *Une centrale électrique de 23,8 mégawatts a été aussi construite*. Toujours sur le plan économique, outre les milliards d'Ariary d'impôts, taxes et redevances, les achats locaux ont progressé, d'une manière significative. Exemple en 2014, QMM a payé 6.308.777 millions de dollars de taxes et redevances à l'Etat qui se répartissent comme suit :

Tableau n°2 : Description de taxe en 2014 en millions de Dollar

Impôt sur les Revenus Salariaux et Assimilés (IRSA) :	1539 992
Taxe forfaitaire sur les transferts (TFT) & Impôt sur les Bénéfices des Sociétés (IBS)	1610100
Redevances minières	1330403
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	319116
Droits de Douanes	624 020
Autres, incluant droits divers, Frais d'administration, droit, d'enregistrement et CNaPS	885 146
Total	6 308 777

Source : QMM Rapport de développement durable 2014

1- Emplois locaux

Création d'emplois liés à la construction des ouvrages et à l'exploitation du secteur minier

Impact positif

- Embauche de 500 à 1000 travailleurs pour la construction des différents ouvrages
- Objectif d'embauche d'au moins 35 % de la main-d'œuvre de construction à Madagascar ; création de 500 à 600 emplois permanents et de quelque 1100 emplois indirects en phase d'exploitation
- Objectif d'embauche d'environ 80 % de main-d'œuvre malgache pendant l'exploitation
- Programmes de formation de la main-d'œuvre locale de type « chantier-école »
- Recours à des fournisseurs locaux
- Programme d'information auprès des intervenants concernés

2- Appuis aux entreprises locales.

L'entreprise QMM a pour objectif d'aider et de créer d'opportunités aux petites et moyennes entreprises. Pour cela, elle a appuyé la mise en place du centre d'affaires régional de la Région d'Anosy ou CARA qui a pour mission de dynamiser l'entrepreneuriat. Le centre offre de la formation, un appui d'administration dans la création d'entreprise, fait des diagnostics, du coaching, de la recherche de marché... En 2011 CARA (Centre d'Affaires régional de la Région d'Anosy) a formé 278 personnes et chaque année, il y a 300 nouvelles entreprises créées dans la région. C'est le plus important à Madagascar car dans le pays, nous avons près de 1000 entreprises créées chaque année ». En 2012, la société a réalisé 33518 heures de formation en langage technique portant sur la santé, la sécurité et l'environnement ainsi que des formations en leadership et autres compétences. QMM a mis en œuvre le Système de Gestion Intégrée des Talents (SGIT) pour appuyer la gestion de la performance des employés, ainsi que le renforcement des compétences locales afin de créer une compétence d'expertise locale.

3- Travaux HIMO

Les villageois auront difficilement accès à des emplois requérant des qualifications précises. Une centaine d'activités HIMO (Haute Intensité de Main d'Œuvre) ne nécessitant pas de spécialisation particulière ont ainsi été réalisées dans 9 villages des environs immédiats du projet : réhabilitation de pistes, nettoyage de la ville de Fort Dauphin, désensablement d'embouchures, pare-feu, construction de terrain de football,.... 2 200 individus parmi la population la plus défavorisée ont participé à ces travaux qui ont généré quelques 40 millions Ar de revenu. Ces emplois ont ainsi un impact immédiat sur les revenus des ménages.

II- Poids de l'activité de QMM sur le plan socioculturel

Rio Tinto QMM s'engage également dans la formation des jeunes de la région Anosy.

Dans le cadre d'éducation et de formation, QMM a ciblé les jeunes en élaborant le projet RISE ou Rio Tinto Scholarship Education Programm. Un programme dont le premier objectif est d'améliorer l'accès à l'éducation, à travers l'octroi de bourse d'étude. En 2014 l'objectif principal est que 1300 jeunes boursiers ont bénéficié de cette formation dans la région Anosy. Des boursiers nationaux et régionaux qui sont prêts à mettre leurs compétences au service du développement économique, non seulement de la région Anosy, mais également de l'ensemble du pays. Cet objectif est largement dépassé puisque 1497 ont bénéficié de bourse RISE. Pour Rio Tinto QMM, l'objectif est à la fois d'améliorer la qualité de l'éducation, mais aussi de pouvoir compter dans le futur sur des travailleurs compétents issus de la région.

Une de raison de plus à l'élaboration de ces programme est que l'Anosy est l'une des régions, qui a la plus mauvaise performance en matière d'accès à l'école et RISE a pour objectif est de renverser cette tendance. Puisque le développement durable passe aussi par une éducation de qualité, le Programme RISE entend renforcer la base et éduquer pour avoir de meilleurs citoyens. Evidemment, Rio Tinto est également gagnante dans cette affaire puisque plus tard l'entreprise pourra compter sur les compétences des boursiers RISE. Grâce à l'organisation de cours de soutien par le programme RISE par exemple, le taux de réussite dans les différents examens officiels est actuellement en nette amélioration dans la région.

III- Impacts environnementaux du projet QMM à Taolagnaro

L'environnement fait partie des valeurs prioritaires, il représente des enjeux importants à Madagascar, compte tenu de la richesse de sa biodiversité, de son endémisme élevé et du niveau de dégradation qu'on y observe depuis plusieurs décennies.

Le processus d'exploitation des sables minéralisés proposé par QMM se décline en quatre étapes principales :

- L'extraction minière, qui comprend les opérations d'extraction par dragage du sol et de séparation des grains de sable d'ilménite et de zircon (soit 5 % du volume de sable total) des grains de sable de silice ;
- L'utilisation d'une usine de séparation où les minéraux d'ilménite et de zircon sont triés à l'aide de spirales et de séparateurs électrostatiques et magnétiques ;
- Le transport pour l'acheminement des minéraux du site minier vers l'usine de séparation, puis de l'usine vers le port ; l'exportation des minéraux à partir des infrastructures portuaires.

Toutes ces étapes comportent des impacts, autant sur les milieux physique et biologique qu'humain et s'inscrivent à la fois durant la phase de construction (port, infrastructures) et la phase d'exploitation (extraction des sables et séparation des minéraux), en s'échelonnant sur une période qui pourrait aller jusqu'à 60 ans.

1- Durant la phase de construction

Perte de couverture végétale détruisant 6 000 hectares de rares forêts littorales et d'espèces fauniques, aux différents sites de construction de l'USM et de la drague. Dérangement de populations animales en périphérie des chantiers de construction dû au bruit. Au niveau humain, existence de problème d'indemnisation et d'accès aux ressources et à l'eau.

2- Durant la phase Exploitation

Perte d'individus floristiques et fauniques ; perte d'habitats fauniques ; déplacement d'animaux.

Un danger qui inquiète fortement les populations locales est la présence de monazite, un minéral radioactif dans les résidus. Ce risque de radioactivité qui peut affecter 6000 personnes habitant autour du site.

B. PROJET MINIER D'AMBATOVY (près de Tamatave)

➤ Nickel-cobalt :

Le projet minier d'Ambatovy qui extrait du nickel et du cobalt dans la partie Nord-Est de Moramanga, dans l'histoire de Madagascar, c'est le plus grand investissement que le pays n'ait jamais connu. Trois milliards deux cent millions de dollar américain seront investie à Madagascar durant les 29 ans d'exploitation du projet. Les actionnaires principales sont 40% Sherritt (Canada) ; 27,5 % Sumitomo (Japon) ; 27,5 % KORES (Corée du Sud); 5% SNC-LAVALIN (Canada). A partir de fin 2010, le site entrera en production pour atteindre ensuite 5600 t/an de cobalt, soit 10% de la production mondiale, et 60 000 t/an de nickel, près de 5% de la production mondiale. Le site d'extraction sera relié à l'usine de traitement par un pipeline de 220 km. Le projet Ambatovy se subdivise en deux sociétés ; AmbatovyMinerals S.A. qui se charge de l'extraction minière, et DynatecMinerals S.A.

I- Poids du projet minier d'Ambatovy sur le plan économique

Ambatovy durant ces 29 ans d'exploitation minière compte contribuer à la relance de la croissance économique de Madagascar. Actuellement, grâce à Ambatovy, on a pu constater plusieurs infrastructures, notamment les ports, les routes, les écoles, les hôpitaux, les voies ferrées, la production d'électricité supplémentaire, (...), Ambatovy offre beaucoup d'opportunités à la population locale, aux petites et moyennes entreprises. Depuis 2007, Toamasina a pris un nouveau visage grâce à Ambatovy. et on a enregistré un taux de croissance avoisinant presque les 8% dans la Grande Ile.

Même malgré la crise locale de 2009, les branches extractives, notamment minière, se sont nettement améliorées. Le secteur minier est donc un des piliers vecteurs de la croissance économique de Madagascar.

Aussi, le projet Ambatovy est prévu payer environ 100 milliards d'Ar par an durant les 10 premières années de l'exploitation minière. Avec une valeur de 50,3% de la valeur du PIB en 2007, Ambatovy est effectivement l'une des branches extractives, ayant favorisé une très bonne relance de la croissance économique. Le secteur minier a donc fait de son mieux même s'il subit les pleins fouets de la crise.

1- Appuis aux PME, et agriculteurs

Le projet Ambatovy s'engage auprès des petites et moyennes entreprises et des entreprises locales. En privilégiant les sources d'approvisionnement et les prestations de services locales, le projet sert de mobilisateur très essentiel à l'économie locale, et aux entreprises de la région. Aux Petites et Moyennes et Micro Entreprises (PMME), le projet procure des formations, appuis, orientations aux PME et aux agriculteurs, dans le but de propulser le marché local. Diverses initiatives ont donc été lancées pour appuyer la production agricole dans les zones d'interventions. Non seulement les paysans bénéficient de formation, mais les agriculteurs sont également connectés aux centrales d'achat, qui fournissent des produits aux services traiteurs de la compagnie minière.

Opérationnel depuis 2010, le Centre de Formation Agricole a été créé pour aider les travailleurs démobilisés intéressés et les populations rurales touchées par les activités du Projet, et cela, en vue d'améliorer leurs compétences en matière d'agriculture et d'élevage, et d'en faire leur source de revenu. En effet, 6500 personnes ont déjà bénéficié de cette formation. Pour réaliser la formation, des mises en pratiques sont réalisées, en plus des cours théoriques.. Près de 8000 paysans venant de Toamasina, de Moramanga et d'autres régions vendent leurs produits (approvisionnement des fruits et légumes) à la CAM, qui approvisionne à son tour le service traiteur du Projet. Le projet permet alors aux PME, aux paysans d'être plus compétitifs sur le marché local.

2- Création d'emplois

Déjà dans la phase de construction, comprise entre 2007 et 2011, le projet a généré plus de 18500 emplois. Durant cette phase d'exploitation qui commence, Ambatovy regorge 6000 emplois, dont 2500 sont des employés directs de la compagnie et 3500 auprès des sous-traitants, 85% seront des Malgaches.

Au total, les employés directs et indirects atteindront les 15000, faisant vivre 65000 à 75000 membres de famille. 8000 paysans aussi en profitent suivant la politique de maximisation des retombées locales, Ambatovy s'approvisionne auprès des paysans Malagasy. C'est ainsi qu'environ 8000 paysans, dont 5000 issus des régions d'Antsinanana et d'AlaotraMangoro et 3000 des autres régions de Madagascar vendent environ 125 T de fruits et légumes par mois aux Centres d'Achats AMBATOVY, qui approvisionnent leur service traiteur de la compagnie.

Le projet Ambatovy crée des emplois directs et indirects qui stimulent l'économie locale. Comme dans tout projet minier, l'embauche atteindra un pic pendant la phase de construction. Néanmoins, des milliers d'emplois de longue durée seront également créés durant les processus de productions. Des emplois hautement qualifiés dans les domaines suivants : opérations techniques, ingénierie, santé et sécurité, environnement, finances, administration, affaires sociales, maintenance et logistique sont entrepris. Des milliers d'autres emplois indirects et induits seront créés dans des secteurs connexes, tels que le transport, la production alimentaire, l'entretien, la rénovation et la gestion des déchets. La création d'emplois locale est en effet une priorité pour Ambatovy, dans la stratégie visant à investir dans le développement durable de Madagascar. Le salaire d'embauche du projet Ambatovy est de 185% au-dessus du salaire minimum à Madagascar. Aussi, Ambatovy soutient et indemnise ses anciens employés, le temps qu'ils trouvent un nouvel emploi.

3- Apport du projet sur le niveau de vie

L'existence de grandes industries minières dans une localité va améliorer directement le niveau de vie des employés et indirectement les habitants de la localité. Une amélioration de niveau de vie signifie d'abord un accroissement de revenus. Les grandes industries minières sont capables de briser le cercle vicieux des pays en voie de développement. Certes, une augmentation de revenus engendre une augmentation de consommation, une augmentation d'épargne, et une augmentation d'investissement.

La mine à grande échelle peut contribuer, grâce aux revenus plus élevés, à une meilleure alimentation et une meilleure éducation, améliorant ainsi les profils de santé d'une communauté.

Avec l'augmentation des revenus, les employés peuvent engendrer indirectement de nouveaux emplois en investissant dans des petites entreprises, dans des petits services commerciaux, ou dans le secteur agricole...

Avec l'augmentation des revenus, les parents peuvent envoyer leurs enfants dans de bonnes écoles pour s'instruire. L'instruction qui est une source de développement mais à long terme. Les ouvriers aussi peuvent augmenter leurs niveaux de connaissance et qualification en s'instruisant dans des institutions de formations.

Avec l'augmentation de revenus, les ouvriers vont pouvoir nourrir leurs familles pour augmenter leur force de travail et qui augmentera à son tour leur productivité.

4- Les impacts sur le marché des biens et services

Avec l'arrivée de projet Ambatovy dans la localité, il y a de fortes chances que le prix des biens et services augmentent. Ce qui est très défavorable pour les habitants. Il va avoir une arrivée massive des marchands pour vendre des produits tant agricoles ou autres. Mais cette situation favorise l'augmentation des revenus pour la localité en prélevant des impôts et taxes sur ces marchands et les nouvelles entreprises (impôts locaux, impôts sur les revenus, les patentes).

II- Les retombées environnementales suite au projet minier

1- Dégradation de l'environnement

Comme toute industrie, les opérations d'exploitation minière ne peuvent s'empêcher de créer des incidences sur l'environnement. Chaque phase de la réalisation d'un projet minier conduit à des problèmes environnementaux : de la prospection à la fermeture du projet, les dégâts environnementaux sont importants. Les effets n'épargnent ni faune ni flore qui peuvent être victime de perte d'habitat et de la destruction de leurs espaces vitales. Les constructions des routes, les creusements des puits perturbent les reliefs de la région et accélèrent le phénomène d'érosion du sol. Les ressources forestières seront détruites vu la nécessité d'espace pour les constructions des campements et des usines. La mauvaise gestion des déchets est aussi un grand problème environnemental conséquent des industries minières. Les produits chimiques utilisés lors des traitements des minerais n'épargnent pas la qualité de l'air et favorisent la pollution avec l'émission de gaz carboniques par l'utilisation des machines et des véhicules lourds (Chaire en éco-conseil, 2012). Les conséquences environnementales ne passent pas inaperçues sur les activités économiques. Certains de ces impacts sur l'écosystème peuvent perturber les moyens de subsistance de la population locale surtout pour les personnes qui en dépendent. L'expropriation des terres cultivables pour les activités de la mine aura tendance à diminuer les productions agricoles de la région, les personnes dont la subsistance en dépend seront les plus concernés.

2- Atteinte au Développement durable

Un autre impact peut se lier à ces problèmes environnementaux, c'est le dilemme de l'insuffisance des ressources pour l'avenir. La minimisation des incidences environnementales est un enjeu pour un projet minier afin de soutenir le développement durable, pourtant cela semble difficile de concilier en même temps : conservation de l'environnement et l'exploitation minière car à chaque phase de la réalisation du projet, certains impacts sont inévitables. L'industrialisation entraîne l'épuisement des ressources naturelles comme le cas des ressources minières qui sont non renouvelables, il faut tenir compte que les ressources sont limitées et avec les demandes des industries minières, cette quantité tend à se décroître.

III- Les impacts sociaux-culturels

1- Préservation des sites et cultures de la région

Les coutumes et traditions jouent des rôles dans le développement d'un pays grâce à leurs valeurs en tant qu'héritage ancestrale. Ils permettent à la génération future de connaître les modes de vie des peuples anciens, on peut dire qu'ils ont un enjeu de durabilité en permettant à l'avenir d'avoir une idée sur le passé. La croyance dans les traditions et dans la sagesse accumulée des ancêtres a façonné la culture malgache. La région de Moramanga valorise encore ses pratiques et les considère comme sacrées dans la vie de l'homme. La modernisation apportée par Ambatovy doit considérer ces dernières pour ne pas porter atteintes à leurs pratiques. Les opérations d'exploitation doivent respecter les « fady » et les tabous de la région pour ne pas compromettre la société. Les peuples de la région sont encore très croyants des sites culturels : les tombeaux ou les « fasandrazana » sont considérés comme les résidences des ancêtres, ce qui signifie que ce sont des lieux sacrés, un rituel approprié doit être scrupuleusement respecté lorsqu'on les déplace ou lorsqu'on doit les profaner. Les « Tanana Taloha » qui sont des anciens villages abandonnés ; pour les habitants autochtones, ces villages abritent encore les âmes des anciens villageois et représentent de certaines valeurs pour être irradiés. Il y a aussi les lieux de cérémonies qui sont des autels de prière familiale ou communale.... Ces différentes cultures ne devraient pas être remises en cause par la réalisation du projet car Madagascar tient beaucoup à ces traditions car elles représentent ses valeurs. Le projet d'Ambatovy se doit de respecter les cultures des villageois si jamais le projet affecte les coutumes et les traditions.

Les constructions des infrastructures et le respect des traditions et cultures font partis des engagements d'Ambatovy dans le processus de développement du pays.

2- Au niveau d'infrastructure

La mise en œuvre du projet Ambatovy s'accompagne aussi de constructions d'infrastructures routières et aéroportuaires. Le projet Ambatovy a investi 96 millions de dollars non seulement dans les routes et les ponts mais aussi dans les travaux d'améliorations majeures du port du Toamasina. La puissance électrique installée reste incroyablement faible, à 160 mégawatts (MW), surtout au regard du potentiel hydroélectrique du pays, qui représente plusieurs millions de MW.

3- Fonds d'investissement social

Dans le cadre de son engagement envers la population de Madagascar, Ambatovy œuvre à améliorer, soutenir et rehausser le niveau de vie des communautés dans ses zones d'opération. Ambatovy travaille avec les autorités locales et les représentants de la société civile afin de comprendre et aider à satisfaire les besoins de développement communautaire. Ambatovy soutient par exemple des organisations de développement dédiées aux jeunes et des entités œuvrant dans les services de santé, d'éducation et d'hygiène comme un moyen d'investir efficacement dans le développement à long-terme et durable. En septembre 2012, Ambatovy a créé le Fonds d'Investissement Social (FIS), en partenariat avec le gouvernement de Madagascar. En tant que membre actif au sein de la communauté dans laquelle elle opère, Ambatovy s'engage à réaliser des investissements sociaux efficaces, transparents et durables. Le Fonds d'Investissement Social représente l'engagement d'Ambatovy, à hauteur de 25 millions de dollars, à soutenir ces pratiques et les objectifs de la Compagnie en termes de développement social. 17 projets d'investissement ont été identifiés et approuvés, destinés à être financés par le Fonds. Ces projets sont : Le projet d'élevage de poulet de chair Harenasoa, la réhabilitation du marché de Bazary Be à Toamasina: achevé la destruction du stock restant d'ammoniac de l'ancienne société Zeren: achevé la réhabilitation du marché de Moramanga, la réhabilitation d'une portion de route à Ambatondrazaka Le projet de gestion des ordures Moramadio à Moramanga, le projet de gestion des ordures Tamadio à Toamasina, la création d'une unité de protection civile à Toamasina, l'appui à la JIRAMA de Toamasina le fournisseur national d'eau et d'électricité, la fourniture d'équipement pour la brigade de pompiers de Toamasina, la réhabilitation du Lycée Technique de Toamasina, la mise en place d'un fonds pour la bonne gouvernance des redevances minières, la réhabilitation du marché de Brickaville, la réhabilitation/construction d'infrastructures à Toamasina.

La construction d'un laboratoire pour l'Office National pour l'Environnement (ONE) de Toamasina La réhabilitation du Tribunal de Moramanga, l'achat d'une ambulance pour

Moramanga. À ce jour, trois des projets ont été achevés et ceux restants sont actuellement en cours d'exécution. Bon nombre d'entre ces projets devrait être achevée en 2016. Les investissements dans chaque projet seront réalisés en conformité avec les politiques d'investissement social d'Ambatovy ainsi que les procédures de passation de marché et procédures de mise en œuvre de projet de la compagnie. Ambatovy se conforme également aux normes internationales applicables aux programmes d'infrastructures et de développement social. Un aspect de ce programme est qu'il permettra de réaliser une amélioration de la coordination avec le Gouvernement et les Régions dans l'identification des projets prioritaires. Maintenant que les projets ont été identifiés, Ambatovy prendra les devants pour déterminer les projets qui vont recevoir un financement, en partenariat avec les autorités régionales et nationales. Tous les aspects de financement des projets approuvés, y compris les approvisionnements et les paiements des contractants sont directement gérés par Ambatovy. Tous les contractants seront des sociétés tierces et indépendantes. Les fonds pour les projets identifiés seront gérés et contrôlés par Ambatovy et seront communiqués, en toute transparence, dans les rapports réguliers de la compagnie.

CONCLUSION

L'industrie extractive représente une « fenêtre d'opportunité » pour un pays comme Madagascar. Etant donné sa richesse en ressources minières, le développement de ce secteur est une possibilité pour le pays de sortir de la pauvreté. Un projet d'exploitation des ressources minières à grande échelle à Madagascar possède un poids important sur le plan économique mais en même temps il affecte aussi le plan social. L'implantation d'un tel projet va en premier lieu toucher la situation de la zone d'implantation notamment les communautés puis les régions et enfin le pays en général. Le projet minier d'Ambatovy et QMM est une source d'opportunité, d'emplois mais aussi de revenus fiscaux. Une telle industrie est un espoir d'amélioration de la situation socio-économique pour les populations rurales de la région grâce à sa participation à la vie communautaire. Les investissements de grands projets dans la création d'emplois, les infrastructures, port et le soutien aux entreprises locales vont également contribuer, de manière significative, au développement du potentiel des communes et de l'avenir de la croissance de Madagascar. Malgré cela en tant qu'exploitation et industrie minière, il va représenter autant de risques que d'opportunités. Il pourrait entraîner la destruction des paysages, et porter une grave atteinte à l'environnement ainsi qu'à la population environnante. Les importantes perturbations restent au niveau de l'environnement, de la tradition et de la culture.

RECOMMANDATION

Pour que l'abondance en ressources naturelles à Madagascar constitue un levier de développement du pays, quelques recommandations sont souhaitées à l'application :

- Réviser le code minier. Nous proposons un taux 35% pour le calcul de redevance vu la réputation du pays riche en ressources minérales par rapport aux autres
- Instaurer et appliquer la bonne gouvernance
- Encourager la transparence en réintégrant l'ITIE
- Elargir au niveau nationale les externalités positives (création d'emploi, d'investissement social, infrastructure, ...) que procurent l'instauration de ces entreprises (QMM et Ambatovy)

BIBLIOGRAPHIE

- ❖ Bruno S. « *Le projet minier de QIT Madagascar Minéral à Tolagnaro (Fort Dauphin, Madagascar) : quels enjeux de développement ?* », *Afrique contemporaine* 2007/1(n°221), p.205-223
- ❖ Luis M « *le secteur minier est –il porteur de développement en Afrique ?* », *Politique étrangère* 2013/2(Eté), P.85-98
- ❖ Banque Mondiale, Résumé de recherche, « *Retombées économiques de l'exploitation minière industrielle à Madagascar* », 52p.
- ❖ Institut International de développement durable, « *Rapport d'évaluation de Madagascar* », Mars 2015
- ❖ OIT Madagascar Minéral SA, « *Rapport de développement durable* », 2012, 11p.
- ❖ OIT Madagascar Minéral SA, « *Rapport de développement durable* », 2014, 20p.
- ❖ Ministère de l'économie et de planification, « *Rapport économique et financier 2014-2015* », Décembre 2015,153p.
- ❖ EITI Madagascar, « *Rapport de réconciliation des paiements effectués par les industries extractives à l'Etat Malagasy, exercice 2013* », Janvier 2015,122p

WEBOGRAPHIE

www.ambatovy.com

www.matin-mada.com

www.instat.mg

www.wikipedia.com

www.ambatovy.com/docs/?p=8541&lang=fr

www.matin.mg/?p=22716

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	<i>i</i>
PARTIE I- RELATION ENTRE DEVELOPPEMENT ET INDUSTRIE EXTRACTIVE...	2
A- SECTEUR INDUSTRIEL ET POLE DE CROISSANCE	3
I- Concept de la croissance économique	3
1- Définition et nature de la croissance économique.....	3
2- Les théories de la croissance : les théories contemporaines.....	3
II- Concept du développement	5
1- Indicateur de développement	5
2- Stratégie de développement	6
III- Secteur minier et théories économiques	7
1- Ressources naturelles et spécialisation	7
2- Ressources minières, moteur de l'activité et croissance économique	8
IV- Echanges de ressources minières et croissance	8
1- Ressources minières et les transferts technologies.....	8
3- Fiscalité minière et impact socioéconomique du secteur minier.....	9
4- Différents types d'impôts dans le secteur minier.....	10
a- Impôt sur les recettes ou Impôt sur les bénéfices.....	10
b- Redevances.....	10
c- Droits d'importation et d'exportation.....	10
B- L'ETAT DEVANT UNE ABONDANCE DE RESSOURCES NATURELLES	12
I- La chaîne des valeurs dans l'Industrie Extractive:	12
1- Amélioration de la captation de la rente :	12
2- Captation de la valeur ajoutée et intégration au tissu économique local	13
II- Rôles de l'Etat dans l'industrie extractive	13
1- Evolution du rôle de l'Etat dans le secteur	13

□ <i>L'Ajustement Structurel appliqué au secteur minier :</i>	<i>13</i>
□ <i>La remise en cause de l'AS.....</i>	<i>14</i>

2-Importance de la bonne gouvernance dans l'Industrie Extractive

2-1 Définition de la bonne gouvernance

2-2 La transparence, élément essentiel au secteur extractif

PARTIE II: LE POIDS DE L'INDUSTRIE EXTRACTIVE DANS L'ECONOMIE

MALGACHE

A- QUIT MADAGASCAR MINERALS ou QMM

<i>I- Poids économique de l'activité de QMM dans l'économie Malagasy.....</i>	<i>21</i>
<i>1- Emplois locaux.....</i>	<i>22</i>
<i>2- Appuis aux entreprises locales.....</i>	<i>23</i>
<i>3- Travaux HIMO.....</i>	<i>23</i>
<i>II- Poids de l'activité de QMM sur le plan socioculturel.....</i>	<i>23</i>
<i>III- Impactes environnementaux du projet QMM à Taolagnaro</i>	<i>24</i>
<i>1- Durant la phase de construction.....</i>	<i>25</i>
<i>2- Durant la phase Exploitation.....</i>	<i>25</i>
<i>B. PROJET MINIER D'AMBATOVY (près de Tamatave).....</i>	<i>25</i>
<i>I- Poids du projet minier d'Ambatovy sur le plan économique</i>	<i>25</i>
<i>1- Appuis aux PME, et agriculteurs</i>	<i>26</i>
<i>2- Création d'emplois.....</i>	<i>26</i>
<i>3- Apport du projet sur le niveau de vie.....</i>	<i>27</i>
<i>4- Les impacts sur le marché des biens et services</i>	<i>28</i>
<i>II- Les retombées environnementales suite au projet minier</i>	<i>28</i>
<i>1- Dégradation de l'environnement</i>	<i>28</i>
<i>2- Atteinte au Développement durable.....</i>	<i>29</i>
<i>III- Les impacts sociaux-culturels.....</i>	<i>29</i>
<i>1- Préservation des sites et cultures de la région</i>	<i>29</i>

2- <i>Au niveau d'infrastructure</i>	30
3- <i>Fonds d'investissement social</i>	30
CONCLUSION	32
BIBLIOGRAPHIE	<i>vi</i>
WEBOGRAPHIE	<i>vi</i>

Auteur : RATSIRONKAVANA Lucka Cedric, RAVELOMANANTSOA Siméon Juvence,
RAVOSON Fanaperana Francky, RAZAFIMAHATRATRA Fenosoa Willy,
RAZAFIMANDIMBY Toky Nirina

Titre : l'industrie extractive à Madagascar

Nombre de page : 32

Tableaux : 2

Figure : 0

Annexes : 0

Contact : 034 36 753 10

Adresse de l'auteur : Villa de RIGAULT Fiadanana III-N Caserne GN

Résumé

Le ministère de l'Economie a dressé un bilan de la conjoncture nationale de 2013, « au niveau du secteur secondaire, une dégradation des activités a été recensée respectivement au sein des industries chimiques et pharmaceutiques, et matériaux de construction. Par contre, les activités des industries extractives, de boissons, du bois et textiles ont connu une progression ». Le ministère de l'Industrie admet que « Madagascar enregistre actuellement un faible niveau d'industrialisation » et que « le secteur industriel contribue faiblement au PIB comparé aux secteurs primaires et tertiaires ». Selon les données de la Banque mondiale, le PIB de Madagascar a été de 9,9 milliards de dollars en 2012. La part du secteur secondaire a été estimée à 15% contre 28% pour l'agriculture et 57% pour les services. « En 2012, le montant de la valeur ajoutée créée par les membres du Syndicat des Industries de Madagascar a été de 812 Milliards d'Ariary, ce qui représente 4% du PIB et 25% de la valeur ajoutée créée par l'ensemble du secteur secondaire ». Une telle contribution rend légitime le statut de ce syndicat comme un acteur de la relance de l'industrie.

Mots clé : PIB, Code Minier, secteur extractif, développement, industrialisation

Encadreur : Madame **RANDRIAMANAPISOA Holimalala**, Docteur en science
Economique